

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Paraissant tous les Lundis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

RÉDACTION et ADMINISTRATION
8, rue du XXXI Décembre - Genève
Téléphone 11.05

ABONNEMENT Suisse 6 fr. — par an
Autres pays. 8 fr. —

La comédie italienne

Il n'est pas difficile de reconnaître dans le geste de M. Orlando en quittant Paris le caractère parfait du chantage. Comme ils voyaient que M. Wilson ne se prêtait pas aux velléités annexionnistes italiennes, M. Orlando et les siens ont cru qu'un coup de théâtre savamment organisé et accompagné du fracas des applaudissements populaires — ce en quoi les Italiens excellent — était une impression énorme sur Wilson et le déterminerait à changer de chemin.

Entre temps, le différend s'enchevêtre de plus en plus.

Ayant apporté dans l'atmosphère de l'Europe trop attachée aux vieilles idées impérialistes, un esprit d'idéalisme et de compréhension du droit des peuples, M. Wilson paraît ne pas vouloir se départir en rien de sa conception, laquelle il faut en convenir, n'est pas tout à fait pure, si on la rapproche du principe d'auto-disposition des peuples proclamés par lui-même. M. Wilson semble disposé à attribuer toute l'Istrie à l'Italie, ce qui est contraire à ce principe. Dans l'Istrie occidentale et centrale habitent en effet des masses compactes sud-slaves avec des frontières ethniques clairement reconnaissables.

Les rares nouvelles qui émanent de l'entourage du président Wilson permettent de croire que sa déclaration fut le dernier mot de l'Amérique. L'immense majorité du peuple américain se range derrière lui, attestant ainsi que sa parole n'est pas l'expression de son doctrinarisme idéaliste, comme l'appellent nombre de diplomates et de politiciens du vieux monde, mais bien l'expression de la volonté formelle du peuple tout entier de la république américaine. Fort de cet énorme appui, dont la puissance s'est manifestée par le coup mortel porté à l'Allemagne avec les alliés français et anglais, Wilson appréciera à sa juste valeur le chantage italien et ne voudra pas que les peuples demeurent un bétail d'échange ou le paiement de mérites imaginaires.

De l'autre côté, les voyageurs Paris-Rome ont déchainé plus encore le vent de folie qui souffle avec rage à travers toute l'Italie. La Chambre italienne et le Sénat soulignent le geste de M. Orlando. La rage nationaliste atteint son paroxysme et se vautre dans le délire dont l'a contaminée la mentalité de M. d'Annunzio. Au son des cloches du Capitole, ces cloches auxquelles les mascarades nationalistes ont enlevé tout caractère grave ou solennel, le prince Colonna fait vibrer l'âme romaine par d'impulsives manifestations oratoires qui se perdent dans une rhétorique enfantine. La raison paraît avoir déserté l'Italie.

M. Benito Mussolini, dont l'organe socialiste *Popolo d'Italia* fut, il y a un an, pendant le Congrès de Rome, le défenseur le plus agité du droit des peuples, débite aujourd'hui une idée qui peut être considérée, à juste titre, comme l'idée de toute l'Italie. Il écrit : « On a assez négocié. Il faut mettre Paris, c'est-à-dire les Trois, en présence du fait accompli et, devant lui, les Yougoslaves devront se plier tout en grinçant des dents. Les Yougoslaves ne peuvent pas faire la guerre à l'Italie. Ils n'ont ni canons, ni mitrailleuses, ni avions, ni munitions, ni vivres; d'hommes, ils n'en ont pas beaucoup, et ils ne sont pas d'accord. Les Yougoslaves se borneront à une protestation diplomatique. Malheur à nous si le gouvernement laisse échapper cette occasion unique pour l'Italie ! Ou l'on résoudra le problème aujourd'hui d'après les lignes simples de la nécessité, ou nous ne le résoudrons jamais. »

Cette disposition d'âme qui permet de trouver au moment actuel favorable aux résolutions énergiques peut se tromper, pour cette raison déjà que ce ne sont pas les Yougoslaves et les Ita-

liens seuls qui ont à résoudre la question. Mais il y a encore d'autres éléments qui empêcheront probablement que le rêve de M. Mussolini se réalise.

Dans le différend actuel, il y a quelque chose qui doit à juste titre attirer l'attention des arbitres du monde futur. Les survivances tripliciennes reprennent une force étonnante en Italie. On y voit s'épanouir le giolittisme le plus pur. Pour le moment, M. Giolitti et son groupe se contentent; il est vrai, de prêter leur appui sincère à M. Orlando. Mais la marée nationaliste est prête à submerger l'Italie interventionniste. Le grand fétiche germanique pour lequel M. Giolitti a une vénération illimitée projette déjà son ombre sur l'Italie et déjà aussi de vigoureuses énergies se mettent à l'œuvre pour effacer le mauvais souvenir de quatre ans d'une guerre qui a interrompu la belle ère triplicienne.

Cette étrange évolution n'empêche pourtant pas les Italiens de demander notre sol national pour se défendre contre la ruée germanique, et c'est avec la Germanie qu'ils sont en coquetterie aujourd'hui ! L. P.

Genève, siège de la Société des Nations

Le choix de Genève pour siège de la Société des Nations témoigne de lui-même en quel estime les peuples tiennent la ville natale de Jean-Jacques. Nous sommes heureux de pouvoir présenter nos meilleurs vœux à Genève qui continuera de mériter la confiance que lui ont accordée les nations civilisées.

Nous, Serbes, avons pour Genève une estime spéciale que nous tenons à exprimer dans le moment où Genève devient la capitale du Monde.

Nous sommes reconnaissants à Genève et au peuple suisse pour avoir accueilli avec tant d'hospitalité nos réfugiés qui, expatriés, erraient dans le grand monde pour trouver un abri. Nous sommes également reconnaissants à Genève et au peuple suisse d'avoir réservé un accueil amical et fraternel à nos pauvres soldats blessés qui, en loques humaines, échappaient à la captivité meurtrière.

Notre peuple paysan qui caractérise la fidélité à la parole donnée et la reconnaissance pour le bien offert, n'oubliera pas non plus Genève comme cité de la Croix-Rouge, grâce à laquelle nos familles dispersées pouvaient apprendre si les leurs étaient encore en vie ou morts.

Nous sommes heureux que notre délégation ait appuyé par son vote le choix de Genève et ainsi donné une marque de sa reconnaissance.

Nous désirons que Genève, ville de traditions si hautes, continue de jouer le rôle éminent de son passé et réponde par sa nouvelle activité, comme siège de la Société des Nations, les bienfaits sur le monde tout entier si assoiffé de la paix et de la tranquillité.

Vive Genève! Vive la Suisse!

Le pape et l'agression contre la Serbie

M. René Payot publie dans le « Journal » une série de documents qui précisent une fois de plus les intentions agressives de l'Allemagne. Parmi les pièces que lui a remises M. Fehrenbach, ancien secrétaire particulier de Kurt Eisner, figure une dépêche du 21 juillet 1914, du baron Ritter, ministre de Bavière auprès du Saint-Siège, dépêche trouvée dans les archives du ministère des affaires étrangères bavaroises et dont voici le texte :

Le pape (Pie X) approuve une action énergique de l'Autriche contre la Serbie. Karsak espère que, cette fois, l'Autriche tiendra le coup. Il se demande quand elle pourrait faire la guerre si elle n'était pas même résolue à repousser par les armes une agitation étrangère qui a amené le meurtre de l'archiduc et qui, en égard à la situation actuelle de l'Autriche, met en danger son existence. Dans ses déclarations, se révèle la crainte de la Curie romaine à l'égard du panslavisme.

Signé : Ritter.

Un anniversaire oublié

L'autre jour, il y avait juste un an que se tenait le Congrès de Rome, importante réunion des nationalités opprimées d'Autriche-Hongrie, dont un des principaux résultats fut l'accord italo-yougoslave.

Nous tenons à rappeler ici les circonstances qui précédèrent cette réunion historique; ainsi que certains détails que les hommes politiques italiens semblent avoir trop vite oubliés.

À la suite d'un voyage entrepris à Londres et à Paris par un député italien, l'honorable M. Andrea Torre, l'un des signataires de l'accord italo-yougoslave, le gouvernement italien décida d'organiser le Congrès de Campidoglio.

L'organisation de cette imposante réunion était un témoignage manifeste de la nouvelle orientation politique italienne, la défaite de Caporetto ayant contribué à convaincre les Italiens du besoin et de l'intérêt qu'avait l'Italie à suivre la politique qu'elle s'était refusée à suivre jusque là, politique d'accord et d'entente avec les autres nationalités intéressées comme elle à la destruction de la monarchie dualiste. Les sentiments dont s'inspirait cette nouvelle politique italienne furent exprimés de façon remarquable à l'ouverture du Congrès par le sénateur Ruffini, président du Comité italien d'organisation, représentant des importants groupes « du Fascio » de la Chambre et du Sénat. La dernière séance de Campidoglio revêtit un caractère solennel et on y entendit des discours qui ressemblaient fort à un serment.

Parmi tous ces discours, ce furent notamment ceux de M. Barzilai et de M. Trumbitch qui firent le plus d'impression et soulevèrent des tonnerres d'applaudissements.

Ce fut ensuite la réception au palazzo Braschi, où le président du Conseil, M. Orlando, reçut des personnalités qui avaient pris part au Congrès. Au nom du Gouvernement et du peuple italien, M. Or-

lando tint à donner sa pleine adhésion aux résolutions votées à l'unanimité par le Congrès et à proclamer l'unité absolue qui devait présider dorénavant à la lutte conduite par l'Italie et les différentes nationalités opprimées.

Or, malgré le caractère solennel de cette réunion historique, malgré le nombre considérable des participants, parmi lesquels on comptait tant de personnages célèbres du monde politique, et bien que l'accord italo-slave auquel aboutit cette réunion ait été rendu public, après avoir été préalablement ratifié par les Comités italien et yougoslave, ce sont ces mêmes hommes politiques italiens, qui prirent part au Congrès, qui renient en ce moment leur œuvre et feignent d'ignorer l'existence même de ce Congrès.

Ainsi, M. Barzilai, ancien ministre et délégué à la Conférence, ne se gêne pas pour déclarer aux membres du Comité de la Conférence que M. Orlando « ne peut, par égard pour son pays, négocier avec les représentants d'un peuple qui a combattu l'Italie jusqu'à la dernière minute ! »

Les hommes politiques italiens auront un jour à rendre compte de cette volte face subite et de cette politique qui couvre leur pays de tout autre chose que d'honneur. Car il est des hommes politiques, même en Italie, qui ont quelque respect pour la parole donnée et se souviennent du serment de Campidoglio. Ces hommes, tel M. Bisolati, dont le Gouvernement italien se débarrassa naguère, car il était un témoin trop gênant, ne pardonneront pas à l'oligarchie gouvernementale d'avoir jeté le discrédit sur l'Italie afin d'obtenir des avantages problématiques.

Quant à ceux qui, à l'étranger, voudraient encore se fier à la parole de l'Italie officielle, ils n'ont qu'à méditer la leçon du passé qu'offre l'exemple du Congrès de Campidoglio.

M. D. M.

Il faut désarmer la Bulgarie

Les rares nouvelles qui nous parviennent de Bulgarie ne sont pas sans jeter une vive inquiétude dans notre jeune royaume. Les partis politiques, exception faite peut-être du parti agraire de Stamboulsky, rivalisent de zèle pour déjouer la vigilance des troupes alliées cantonnées en Bulgarie, et profiter des tendances particulières qui se manifestent au sein de l'Entente. Un des sinistres personnages de la catastrophe bulgare de 1913, M. Danef, redevient agissant et apporte dans l'atmosphère politique non point un esprit de compréhension et de conciliation en rapport avec la situation, mais un intégralisme bulgare aussi exagéré et absurde que l'était celui de Radoslavoff et consorts. La politique bulgare à l'intérieur suit son train habituel et n'est nullement disposée à renoncer à ses folies. En même temps, les propagandistes bulgares se trouvant à l'étranger font un effort suprême pour se rapprocher de l'Entente et amoindrir la validité de nos droits et de ceux de nos voisins grecs. Ils jouent toute la gamme des sentiments politiques depuis le républicanisme jusqu'au bolchévisme. Les socialistes se mêlent aux partisans les plus fervents de Ferdinand et on voit surgir diverses ligues et associations aux buts opposés, dont font partie les mêmes membres et ayant surtout les mêmes chefs qui trouvent plus salubre pour la cause cependant, de se dissimuler derrière des personnages aux noms inconnus et sans importance politique.

Parallèlement à cette action à l'étranger, à laquelle l'argent ne manque pas, les partis politiques en Bulgarie, tenant en mains la direction des masses populaires, s'apprennent à jouer leur dernière carte. Dans les convulsions dans lesquelles l'Orient se débat, ils voient la possibilité de réaliser leurs buts. Les nouvelles que nous recevons prouvent que le mouve-

ment bolchéviste qui a envahi la Hongrie a été accueilli avec une joie et un contentement non dissimulés. Le progrès de la marée rouge en Russie et la situation difficile de la Roumanie sont, pour les politiciens bulgares, les présages probants d'un changement de situation à leur avantage. Ils attendent avec impatience l'incendie général et guettent toutes les manifestations du même genre qui se produisent en Occident. Pour que les événements ne les prennent pas à l'improviste, ils forment de nouvelles armées. Peu à peu, ils réorganisent l'armée et utilisent le peu de matériel qui leur est resté après la capitulation pour s'armer de nouveau. On a constaté que des mesures semblables à celles que prennent les Allemands sont prises en Bulgarie. Les préparatifs ne s'effectuent pas dans les grands centres, facilement accessibles au contrôle des Alliés, mais dans la campagne, où personne ne peut les gêner. Dans des villages perdus, les canons et les munitions attendent un ordre d'action.

Dans le grand désarroi bolchéviste ou dans quelque autre situation, comme l'arrivée à l'état aigu de notre conflit avec l'Italie, qui est sûrement escompté par les politiciens bulgares, une petite armée organisée pourrait être très utile. Les Bulgares pensent, en effet, que, si deux attaques sournoises et faites par derrière n'ont pas réussi, la dernière sûrement ne manquera pas d'aboutir.

En attendant que les événements prennent cette tournure, les Bulgares ne restent pas inactifs. Ils utilisent les organisations révolutionnaires, les francs-tireurs irresponsables connus sous le nom de comitadjis pour des irruptions sur notre territoire. Si elles n'ont pas un but militaire de grande envergure, ces irruptions sont propres quand même à créer un sentiment

d'insécurité et à paralyser ainsi le travail paisible et régulier des populations limitrophes. Enervée et apeurée, la population s'en prend naturellement au gouvernement serbe, qu'elle rend responsable de ces irrptions. Et c'est justement ce qui est indispensable au gouvernement bulgare. Malheureusement, comme nous l'avons dit, cette louche activité se poursuit sous l'œil bienveillant des autorités militaires italiennes qui, patronnant les comitadjis bulgares, croient renforcer les chances de leur politique dans l'Adriatique.

En présence de cette situation, nous ne pouvons plus, encore une fois, nous contenter de protester. Nous demandons le désarmement complet de la Bulgarie. Ce n'est que désarmée que celle-ci sera inoffensive pendant ces heures graves que le monde traverse.

Une petite gendarmerie destinée à maintenir l'ordre intérieur est grandement suffisante. L'argument qu'on pourrait invoquer contre un désarmement que l'armée bulgare doit conserver sa force pour défendre le pays contre la ruée bolchéviste tombe de soi-même quand on sait que ce sont les politiciens eux-mêmes qui veulent se servir de l'armée bolchéviste, à l'exemple des Magyars. Si la république des soviets magyars s'était montrée plus viable, nous assisterions actuellement à un bouleversement pareil en Bulgarie. Mais, à présent, une telle expérience serait fort coûteuse, en Bulgarie surtout, où le peuple paysan et petit propriétaire ne se prêterait pas facilement à de telles manœuvres.

Le général Chrétien, qui commande en Bulgarie, a pris déjà diverses mesures. Elles ne paraissent être cependant que des demi-mesures. Il faut désarmer la Bulgarie avant que les politiciens bulgares ne se hasardent à quelque téméraire folie, qui serait funeste pour nous, leurs voisins.

Symyicus.

La Conférence de la paix

Dixième lettre

Paris, 15 avril 1919.

Après des pourparlers laborieux en petit comité, les quatre grandes puissances sont tombées d'accord sur les principales questions concernant l'Allemagne. Les grandes lignes de la paix, d'une paix raisonnable et modérée sont tracées; la question du bassin de la Sarre, celle de la rive gauche du Rhin, le problème du désarmement de l'Allemagne et celui des réparations, toutes ces questions essentielles sont résolues en principe, et il ne reste qu'à en fixer les détails. M. Clemenceau l'a déclaré avant-hier à la délégation du parti radical-socialiste français. M. Lloyd George le dira demain à Londres, à la Chambre des Communes, et, devant ses collègues, M. Wilson a publié, ce matin, un communiqué purement américain disant que les questions qui à déterminer dans la paix avec l'Allemagne ont été amenées si près de la solution définitive qu'on peut accélérer maintenant la rédaction du texte final, et que les Quatre jugeaient le moment venu d'inviter les plénipotentiaires allemands à se rencontrer avec les plénipotentiaires alliés, à Versailles, le 25 avril.

Le communiqué américain ajoute « qu'on espère que les questions concernant directement l'Italie, spécialement la question adriatique, recevraient maintenant la prompt solution. La question adriatique prendra pour le moment le pas sur d'autres questions; elle sera étudiée sans discontinuer pour en hâter la solution ». Ce communiqué, rompant le secret gardé non seu-

lement sur le fond des débats, mais aussi sur la procédure adoptée par le Conseil des Quatre, a révélé au public qu'en réalité la question de la paix avec l'Allemagne primait toutes les autres et que c'était à elle que le Conseil des Quatre avait consacré tout son travail qui vient d'aboutir à des solutions pratiques et définitives. Quant à la question adriatique, le communiqué établit qu'elle est à l'étude et qu'elle aura la préférence sur toutes les autres questions, de sorte qu'au moment où la paix avec l'Allemagne sera sur le point d'être conclue, les problèmes intéressant l'Italie se trouveront également résolus.

Le problème adriatique est donc à l'étude. M. Orlando a eu des entrevues avec M. Wilson, et les Italiens redoublent d'efforts pour faire prévaloir leur thèse impérialiste. Ils sont, chose curieuse, fortement soutenus par la presse française. Chaque jour, les journaux français, à de très rares exceptions, publient des articles agréables à l'Italie, et lorsque, de notre côté, nous envoyons des démentis, des rectifications, des explications, nos correspondances sont jetées au panier. Nous avons déjà signalé la tentative italienne de s'accrocher à la France et de placer les revendications de l'Italie sur le même plan que celles de la France. Ce qui était inacceptable pour nous, c'était cette facilité avec laquelle la presse française acceptait la manière de voir des Italiens et réservait aux arguments italiens une hospitalité excessive et des encouragements manifestes. Pendant longtemps nous avons hésité à y trouver autre chose qu'un égarement passager dû aux informations unilatérales et tendancieuses des propagandistes italiens. Mais l'insistance avec laquelle le « Temps » et quelques autres organes attirés de l'opinion publique française poursuivent leur campagne en faveur de l'Italie, les allusions plus ou moins ouvertes contre notre union nationale, et d'autres indices inquiétants nous amènent à penser que derrière tout cela il y a un mot d'ordre du Quai d'Orsay. Un article de Gauvain dans les « Débats » a attiré franchement l'attention du public sur les tendances anti-sudslaves de quelques-uns des facteurs français. Le même jour, le « Temps » publiait une soi-disant lettre de Zagreb où l'on plaçait en faveur d'une Croatie indépendante et républicaine. La politique de l'Italie telle qu'elle se reflète dans le traité de Londres a toujours compté avec le dualisme serbo-croate et c'est une conception purement italienne de constituer une Serbie et une Croatie en deux Etats indépendants.

Diviser pour régner, ce principe autrichien dirige actuellement la politique de l'Italie.

Il paraît que de telles suggestions italiennes auraient trouvé de l'écho auprès de certains personnages politiques français qui ne peuvent pas se faire à l'idée de la dissolution de l'Autriche-Hongrie. Aussi, ces gens ne verraient-ils pas d'un mauvais œil la formation d'une nouvelle puissance danubienne composée de la Croatie, de la Hongrie, de la Bohême et de l'Autriche allemande. On se trouverait ainsi en présence de combinaisons diplomatiques artificielles qui se briseraient naturellement contre la volonté de notre peuple de vivre uni et indépendant, mais qui sont très dangereuses pour nous, parce qu'elles peuvent conduire à des solutions inadéquates de la question adriatique. La réalisation de l'unité intégrale de notre peuple aux trois noms renforcerait naturellement notre cohésion intérieure, tandis que la mutilation de notre corps national conduirait, selon l'espoir de l'Italie, à des tiraillements intérieurs et à des velléités séparatistes.

Partant de ce point de vue-là, l'Italie met tout en œuvre pour empêcher notre union nationale. Elle encourage, appuie et divulgue les tentatives criminelles de gens insensés, tels que Raditch, qui cherchent à creuser, par leurs emballements néfastes, le tombeau de notre union.

On comprendra facilement que la situation de notre délégation dans une telle atmosphère n'a rien d'enviable. Et lorsque des gens irresponsa-

bles comme l'ancien secrétaire du Comité yougoslave, le Dr Gmajner, ont encore le toupet de déclarer dans les journaux croates que tel membre de la délégation, comme M. Trumbitch, est empêché par ses collègues de travailler, on ne doit pas s'étonner que les Alliés regardent avec un certain scepticisme l'avenir sudslave.

On ne saurait trop insister sur le fait que notre sort est dans nos mains et que nous ne pourrions surmonter toutes les difficultés extérieures que si nous restons unis dans les questions nationales. Le fait que notre union nationale n'est pas encore reconnue devrait nous donner à réfléchir. Ce ne sont pas simplement des complaisances envers l'Italie qui ont empêché la France et la Grande-Bretagne de nous reconnaître. Il y a quelque chose de plus et tous les patriotes serbes, croates et slovénes devraient en tenir compte.

Actuellement, le problème adriatique est entre les mains du président Wilson. Avec l'Italie, tout contact est perdu, parce que l'Italie n'attache aucune importance à une amitié, encore moins à une alliance sudslave. L'Italie a réussi, par des manœuvres habiles, à concentrer la discussion sur Fiume, pour mettre à l'abri l'Istrie et le district de Gorizia. Tous nos efforts pour attirer l'attention du public sur l'ensemble du problème et sur le danger d'une solution italienne contre la volonté expresse des populations slaves intéressées, ont été inutiles, la presse française ayant adopté, dans sa majorité, le point de vue italien. Il n'en est pas de même cependant de la presse britannique et américaine qui publie les arguments d'un parti et de l'autre, et qui laissent à leurs lecteurs le soin de juger eux-mêmes.

Le Conseil des Quatre est, lui, suffisamment renseigné, en sorte qu'une solution adoptée dans l'ignorance des faits n'est pas à craindre. Dans le désir de fournir encore une preuve de sa bonne volonté, la délégation de notre Royaume a formellement proposé une consultation des populations, estimant que ce mode de règlement serait le plus propre à éviter une injustice et des conflits futurs.

« Nous sommes prêts, déclarent les délégués serbes, dans une lettre adressée à M. Clemenceau, à accepter que le problème de nos frontières avec l'Italie soit résolu par la voie de la consultation directe des populations intéressées. Nous croyons voir dans ce mode de règlement un moyen propre tout particulièrement à résoudre les différends entre les pays et les gouvernements amis, comme nous l'avons déjà déclaré dans la séance de la Conférence du 31 janvier, à propos de la délimitation avec la Roumanie dans le Banat ».

La semaine prochaine, nous apporterons probablement plus d'indications sur la situation du problème adriatique. Nous nourrissons encore l'espoir que la justice sera plus forte que l'aveuglement impérialiste, mais cet espoir va en diminuant. En tous cas, ce qu'il faut à notre peuple, c'est du courage et du sang-froid. Les Serbes ne sont pas de ceux qui se laissent écraser par l'injustice des puissants. La politique de l'Autriche-Hongrie est là pour servir d'avertissement. Qu'on y réfléchisse à Rome !

La section de la presse de notre délégation a donné au Cercle Français de la presse étrangère un dîner en l'honneur des publicistes et hommes politiques russes. Parmi les invités russes se trouvaient MM. Konovalev, Strouvé, Bourtzev, Savinkov, Victorov-Toporov, nos anciens amis Sabline et Mandelstamm, et d'autres camarades russes. Nous avons tenu à nous réunir un soir avec les Russes pour leur exprimer notre attachement et notre douleur de voir, à l'extérieur, la Russie écartée du Congrès de la Paix et, à l'intérieur, asservie par une bande criminelle. Après quelques paroles choisies de bienvenue adressées par M. Paul Popovitch, M. Tressitch-Pavitchitch a prononcé un beau discours sur notre fraternité slave et sur l'amour désintéressé qui unit toute la nation serbo-croate-slovène à

la grande Russie. M. Savinkov répondit au nom des Russes. D'autres discours non moins intéressants furent prononcés par le professeur Strouvé et le publiciste Victorov, et par MM. Smodiak et Vosniak, de la part de notre délégation. Après cette belle manifestation de solidarité serbo-russe, nous nous sommes séparés pleins de confiance en l'avenir du monde slave.

POLITIQUE

L'entrevue Orlando-Pachitch

Du « Journal de Genève » du 25 avril 1919.

M. Jovanovitch, ministre du royaume des Serbes, Croates et Slovénes, à Berne, nous écrit :

Dans l'intéressant article : *La Politique yougoslave*, paru dans le numéro du 6 avril de votre estimé journal, on a affirmé que, en 1918, M. Balfour avait ménagé entre M. Pachitch et M. Orlando une entrevue qui n'eut aucun résultat, M. Pachitch ayant parlé uniquement de la pluie et du beau temps.

Permettez-moi, monsieur le rédacteur en chef, de rectifier une erreur, de jeter un peu de lumière sur cette question qui préoccupe actuellement tout homme politique et qui touche à l'un des plus importants problèmes concernant la paix future.

Je suis informé de source compétente que M. Pachitch, pendant son entrevue avec MM. Sonnino et Orlando, a abordé le premier les questions politiques concernant les relations italo-yougoslaves. Il a dit que les intérêts communs des deux Etats voisins dicteraient à leurs gouvernements une entente dans la question des futures frontières et qu'un manque d'accord à ce sujet constituerait une grande erreur politique, car un tiers en tirerait indubitablement profit. M. Sonnino répondit qu'il ne pouvait entrer en discussion que si le gouvernement serbe déclarait accepter en principe le traité de Londres, à quoi M. Pachitch répliqua qu'il était impossible d'arriver à un accord sur cette base, ce traité ayant été conclu à l'insu et sans la participation de son gouvernement, et contrairement au principe des nationalités. Son gouvernement — ajouta M. Pachitch — était disposé à entrer en discussion, pour une entente future avec l'Italie, sur la base du principe des nationalités. Cette tentative de M. Pachitch ne réussit pas. M. Orlando avait cependant parlé des questions générales, il s'était montré partisan d'une entente, mais il déclara que cette question entraînait dans le domaine du ministre des affaires étrangères.

A maintes reprises notre ministère des affaires étrangères a fait des tentatives pour entrer en conversation sérieuse sur la question d'une entente qui est dans l'intérêt des deux Etats, qui ont lutté contre l'opresseur commun et qui doivent aussi dans l'avenir collaborer en amis et bons voisins, mais toutes ces tentatives sont restées vaines jusqu'à aujourd'hui.

Voilà, monsieur le rédacteur en chef, la genèse de cette affaire si épineuse; il vous est maintenant possible de juger si un gouvernement national peut et a le droit de renier le principe des nationalités au moment même où ce seul principe, proclamé par l'Entente et par le président Wilson, a mis en mouvement non seulement l'Europe, mais presque le monde entier. Ni M. Pachitch, ni n'importe quel autre homme d'Etat responsable de ses actes devant le peuple tout entier n'aurait pu accepter, comme base pour une entente, la proposition de M. Sonnino, car cela aurait équivalu à une trahison des intérêts du peuple serbo-croate-slovène. Ces lignes démontrent que ce n'est pas à nous qu'il faut faire le reproche d'intransigence.

Société Genevoise d'Edit. et d'Impr. — Genève

FEUILLETON

RÉSUMÉ des opérations de la bataille du Vardar (Septembre 1918)

(Suite.)

2. — La division yougoslave continue à avancer vers Sipi.
3. — La division du Timok poursuit l'attaque destinée à faire tomber les défenses de la cote 1117 et de la chaîne du Gradec.
4. — La division de la Choumadia est en mouvement vers Krivolak.
5. — La 17me D. I. C. n'a pas envoyé de comptes rendus.

Pour le reste de la journée et dans la nuit, les comptes rendus disent que :

1. — La division de cavalerie, à 20 h., franchit la Zletovska Reka, refoulant l'ennemi devant elle sur Kocane, après que la colonne principale a chassé les éléments d'arrière-garde adverse dans cette direction.
 2. — A 18 h., l'avant-garde de la droite de la division yougoslave se rapproche des positions de la cote 650 au nord de Luboten et le gros passe la Kriva Lakavica aux environs de Baltali. La gauche de la division occupe la ligne Donji-Balvan-Jevcoz-Lozjanski Rid-Bogoslovac; la réserve est près de Sipi.
 3. — Au prix de combats acharnés, la division du Timok conquiert les points très importants; cote 1110, Beli-Kamen et les positions au nord-ouest et à l'est. C'est seulement par la conquête de ces points que nous devenons définitivement maîtres de la vallée du Vardar.
- Rien à signaler à la division de la Choumadia et à la 17me D. I. C.

Au cours des journées du 21 et du 25, la 2me armée a capturé en tout 214 soldats, 3 pièces de montagne, quelques mitrailleuses, 5 camions automobiles, 10 wagons de sel, 200.000 kg. de thé, une quantité énorme de foin et de paille et un nombre considérable de voitures et de bœufs. Rien que sur la direction de marche de la division du Timok, on a capturé des prisonniers provenant des 4e, 14e, 20e, 46e, 54e, 65e, 67e et 84e régiments bulgares et du 12e allemand, ce qui révèle le grand désordre qui régnait chez l'ennemi.

1re armée. — A 16 heures, la situation générale de l'armée est la suivante :

La droite de la division de la Morava a abordé, à 5 h. du matin, la rive sud du Vardar et les éléments avancés de la gauche ont atteint l'embouchure de la Vodénicka. A 16 heures, deux régiments sont passés sur la rive gauche et progressent vers la ligne Keselci-Dovo-Selo. A 16 heures, le 30e régiment d'infanterie, un groupe d'artillerie et un escadron ont occupé Caske-cote 620. Le 1er régiment passe la nuit sur la rive gauche au nord du Bova.

A partir de 5 heures, la division de la Drina a continué la poursuite et se dirige sur le Golik et la cote 530. Ayant brisé une forte résistance de l'ennemi sur la ligne Orahovac-Dugi Rid, elle rejette l'ennemi sur la ligne Pentes du Venol-Crkvica-sud d'Orizari-Vitanci. L'ennemi a mis en action une batterie de campagne, une de montagne et une d'obusiers. On a pu apercevoir toute la journée des éléments ennemis isolés et désarmés en retraite, vers Vélés. A gauche, on est entré en liaison avec la 1re brigade de cavalerie française, envoyée dans la direction Prilep-Vélés. L'escadron divisionnaire de la division du Danube débouche à 7 h. 30 sur le Dugi Rid et la cote 470. L'ennemi se retire dans la direction Rakovac-Orizari. En même temps, deux auto-mitrailleuses françaises arrivent et ouvrent le feu sur l'ennemi en retraite vers Orizari. L'escadron divisionnaire de la division de la Drina a également débouché ici.

A 11 h. 30, le 7e régiment et 2 batteries arrivent entre le Han Babuna et Ivor, et, à la tombée du jour, au nord de Stari Grad.

Le reste de la division est en réserve d'armée en arrière de la division de la Drina.

La retraite de l'ennemi est précipitée. Des bataillons allemands envoyés au combat pour arrêter notre avance, finissent, comme les Bulgares, par se retirer désorganisés; le 12e chasseur a opéré sur le Dugi Rid; son centre d'instruction était Alexinac.

Sur le reste du front, la situation est la suivante :

Les Anglais ont pris le Belas et se dirigent sur Strumica, passant en territoire bulgare. L'armée française d'Orient tient la ligne Krutchévo-Kopotovo. A l'ouest de Monastir, l'ennemi a commencé à battre en retraite et les Français sont près d'atteindre la vallée de la Semica, refoulant devant eux les arrière-gardes ennemies. Les Italiens sont près de Krutchévo.

26 septembre 1918.

Le matin, à 6 h. 30, la division de cavalerie entre à Kotschani; talonnant l'ennemi qui se retire vers Carevo Selo. Elle envoie un escadron et des mitrailleuses avec la mission de s'emparer des hauteurs de Kalimanoi, tandis que des patrouilles sont expédiées sur le Car-Vrh et le Colak.

A 15 heures, les avant-gardes ont atteint la ligne Visoko-Kalimanci-Orna Cuka. L'ennemi, fort d'un bataillon et ayant de l'artillerie, se regroupe derrière cette ligne.

La division yougoslave se trouvait à midi sur le front Savary-cote 650 et continue à avancer dans la direction Kucilak-Terajinci. Sa gauche se dirige vers la ligne Rajsanski Rid-Sokolac-Kucinaorno.

Le détachement de la division du Timok qui a reçu la mission d'opérer sur le flanc et en arrière du Gradec pour faciliter l'action des troupes alliées chargées de s'y installer, occupe cette montagne dans la matinée. A midi, le gros de la division franchit la Kriva Lakavica en direction Skorusa-Damjan et Zagorci-Topolnica. A 22 h., les avant-gardes atteignent la ligne Prnalija-Sumak d'où les éléments ennemis, après avoir opposé une faible résistance, se retirent en direction de Bukovik. La droite arrive à Inovo.

Les dernières cartouches roumaines

Avant la fixation définitive des frontières serbo-roumaines, dans le Banat, frontières qui ne sont pas conformes aux désirs de nombre de Roumains avides de prendre ce qui ne leur appartient d'aucun droit, quelques publicistes et un ancien sénateur roumain nous administrèrent quelques derniers coups de pied, en signe d'amitié et évidemment sous l'impulsion de la rage impuissante où ils sont de n'avoir pu réaliser complètement l'unité géographique de la Grande Roumanie aux dépens de nos droits nationaux les plus clairs. Nous devons avouer que ces derniers saluts « amicaux » nous ont un peu étonnés. Nous avions cru, d'après certains indices, que des préoccupations et des intérêts de beaucoup plus grande portée amèneraient nos amis à baisser le ton et qu'ils chercheraient une juste issue à une polémique aussi infructueuse que nuisible. Il faut reconnaître cependant que de nombreux autres Roumains ont adopté cette manière plus sage, ce dont nous les félicitons. Mais quelques intransigeants attardés, se chauffant au soleil bienfaisant de la latinité braquent leur plume vers nous, avec quelques menues insultes.

Nous affrontons cette attaque, non que nous trouvons plaisir à nous quereller, mais parce qu'il est bon de tout noter.

Dans la « Roumanie », M. Lalesco nous reproche d'être cause d'avoir envenimé la discussion et en fait toute la responsabilité sur notre dos. Il présente en même temps les Roumains comme des agneaux ingénus, victimes de notre fougueuse exclusivité.

Si M. Lalesco avait un plus grand amour de la vérité, il ne se hasarderait pas à affirmer pareille chose. Qu'il veuille bien parcourir tous les écrits relatifs à notre différend et il se convaincra que la discussion a été commencée justement par les représentants les plus éminents de la Roumanie à l'étranger, cela, d'une façon qui ne pouvait pas rester sans riposte. Qu'on se souvienne seulement de ce que MM. les ministres Trandaphil Djuvara, acérédité roumain en Belgique et Lahovary, à Rome, ont dit de nous! Ce fut ensuite notre confrère, la « Roumanie », qui suivit l'exemple de ces ministres. Les articles de MM. Mironesco, Murnu, etc., étaient propres à faire de nous des ennemis des Roumains. Nous ne pouvions naturellement rester indifférents à cette campagne.

Le ton de l'article de M. Lalesco est là pour attester la façon roumaine. Il nous jette à la face la violence commise par notre occupation du Banat. Pourtant, M. Lalesco ne doit pas oublier que nous avons occupé le Banat en faisant la guerre. Dans leur avance, les troupes serbes ne pouvaient pas s'arrêter à la frontière hongroise pour attendre que les Roumains voulussent bien déclarer la guerre une seconde fois. Nous avons poursuivi nos opérations et ce n'est certainement pas notre faute si nous y sommes venus plus tôt que nos amis roumains, qui ont attendu l'armistice pour se promener après les troupes de Mackensen en retraite. Nous comprenons d'ailleurs fort bien la tristesse manifestée par M. Lalesco en voyant que les troupes roumaines n'occupent pas le Banat. Ils auraient certainement tiré profit de la situation de « Beati possidentes », au mépris du droit de notre peuple, comme leurs frères latins, les Italiens, le font en Dalmatie.

M. Lalesco nous dit que « les publicistes roumains se voient obligés de sortir de leur réserve et de prendre la plume

pour défendre leur droit contre les violences d'un allié ». Cette décision héroïque est fort louable, certes, mais nous aurions préféré que nos alliés prissent le sabre au lieu de la plume, qu'il était très aisé de manier à Paris.

En même temps que M. Lalesco trouvait bon de nous donner quelques leçons, un autre Roumain, de non moindre importance, apportait sa contribution tardive à notre différend. M. Draghicesco, ancien sénateur de Roumanie, expose dans le « Temps » des vues qui sont un exemple classique du chauvinisme aveugle. On n'a qu'à examiner le jeu des chiffres qu'il donne de la population roumaine en dehors des frontières pour se convaincre de leur validité. C'est une véritable jonglerie avec des centaines de mille. Les premiers contradicteurs roumains, dont M. Lahovary, ministre à Rome, affirmait qu'il y avait 250.000 Roumains dans la vallée du Timok; M. Mironesco renchérit en élevant leur nombre à 300.000, M. l'ancien sénateur Draghicesco en trouve, lui, 500.000! Avant la guerre, la Serbie tout entière accusait une population de 2.700.000 habitants; donc, selon le vénérable ancien sénateur roumain un cinquième environ de la population de la Serbie serait roumaine. Que M. l'ancien sénateur nous permette de dire franchement (de peur qu'il ne nous accuse d'avoir des opinions « en cachette », comme le faisait M. Murnu) que c'est très drôle.

Finalement, tous ces Messieurs proclament la nécessité de l'amitié des deux peuples, ce à quoi nous souscrivons et ce que nous voulons en toute sincérité. Mais ils posent une condition. Ils disent: « Nous serons vos amis, mais cédez-nous le Banat tout entier ».

Notre réponse est nette et claire: nous trouvons qu'à ce prix l'amitié est trop chère, et nous risquerons de nous passer d'elle plutôt que de sacrifier nos vaillants frères qui ne seront jamais un article d'échange ou le prix de la sollicitude b'envoieillante de nos voisins.

L'exposé de M. Zolger

Nous publions aujourd'hui un extrait de l'exposé de M. Zolger, que voici:

La frontière proposée avec les Allemands et les Hongrois est fixée de telle façon qu'elle renferme toutes les populations croates, serbes et slovènes le long de la Drave. Cette frontière ne concorde pas exactement avec les résultats du recensement autrichien auquel, du reste, on ne peut accorder aucune confiance. Ce recensement se base, en effet, non pas sur la nationalité, mais sur le langage parlé par la population. Des ouvriers travaillant chez des employeurs allemands, et parlant allemand avec eux, sont recensés comme Allemands par le bureau statistique autrichien. Les autorités allemandes elles-mêmes admettent que cette méthode fut employée de propos délibéré pour favoriser la germanisation du pays. La délégation propose donc de ne pas tenir compte du recensement autrichien et de n'accorder confiance qu'à d'autres moyens d'obtenir des informations sûres. Je citerai, par exemple, les annuaires ecclésiastiques publiés tous les ans et indiquant nettement le langage qui est employé dans la paroisse pour l'usage professionnel. Il n'y a pas de doute que la langue qu'il faut employer pour lire l'Evangile peut être consi-

dérée comme la langue parlée de la population. Dans une centaine de villages indiqués par le recensement autrichien comme étant allemands, il est prouvé, par les annuaires ecclésiastiques des paroisses, que la langue parlée est le slovène. D'autres documents pourraient être également consultés, tel que le recensement de 1849-1851. Ce recensement n'a pas été fait avec le même esprit de partialité que les suivants, car c'est depuis 1870 que l'idée du pangermanisme est devenue la doctrine officielle des Gouvernements centraux.

Le développement de cette doctrine a provoqué les efforts les plus sérieux des Empires Centraux pour établir un contact allemand avec l'Adriatique. Pendant cette tentative, les Slovènes ont peut-être souffert plus que toute autre partie de la nation yougoslave. Cette tentative, du reste, a commencé au XVIII^e siècle déjà. Napoléon se rendit compte du danger, et après la paix de Schoenbrunn, il constitua les Provinces Illyriennes, qui comprenaient aussi tous les pays slovènes, afin de bloquer le chemin de l'Adriatique et de garder la route de l'Orient.

Quant à la frontière que nous proposons en Carinthie, elle donnerait à la Yougoslavie certains territoires dans lesquels les Slovènes ne constituent pas la majorité de la population. La justification de cette demande provient de la germanisation à outrance appliquée dans ce pays depuis 1850. J'appelle l'attention de l'Assemblée sur un ouvrage appelé « Le Vajet de Carinthie », qui fut publié avant la guerre. Dans cet ouvrage, on montre clairement que tous les moyens ont été employés pour détruire la nationalité slovène et la langue du pays. Tous les écrivains, même les Allemands, admettent, par exemple, que Celovais (Klagenfurt) était, en 1850, aux deux tiers slovène. Aujourd'hui la race slovène est en minorité dans la ville. Et ce résultat a été obtenu par la politique scolaire imposée au pays. On n'apprend plus aux enfants que l'écriture gothique; les cent écoles slovènes qui existaient jadis se réduisent aujourd'hui à trois; tous les Slovènes ont été expulsés des services publics de tout genre. Le dernier juge slovène est mort il y a environ dix ans, et le dernier notaire de race slovène a dû quitter le pays pendant la guerre. On ne permet pas aux avocats de plaider en slovène devant les tribunaux. Un seul député slovène a été envoyé au Reichrat, alors qu'à l'époque le chiffre de la population il aurait dû y en avoir trois. Les gens craignent de parler leur propre langue; un homme a été jeté en prison pour avoir demandé en slovène un billet de chemin de fer. La guerre a permis de porter le coup mortel à la vie slovène en Carinthie. On peut donc dire que la réduction de l'élément slovène n'y est pas le résultat d'une évolution naturelle mais celui d'une politique bien définie et délibérément appliquée, au mépris de toute moralité et de toute loi. En fixant cette dernière frontière, il ne faut pas perpétuer le résultat de cette politique et je revendique pour le nouvel Etat la possession de tous les territoires qui, il y a cinquante ans, étaient slovènes; ce sera là une compensation pour les pertes endurées pendant la longue lutte contre le germanisme. Dans le cours des siècles, nous avons perdu aussi le Tyrol oriental et la basse Autriche. Partout où il est possible de faire valoir une revendication ethnique, je pense que cette dernière devrait être admise.

Les arguments de M. Barzilai

Le Morning Post du 5 avril publie une interview accordée à son correspondant particulier à Paris par M. Barzilai, le délégué italien à la Conférence de la Paix. Cette interview ne contient que des arguments usés dont se servent tous les Italiens pour couvrir leur politique impérialiste dans l'Adriatique et les Balkans. Il s'y trouve cependant une chose qu'il n'est pas inutile de souligner et qui montre l'usage qu'en faveur de leur thèse, les Italiens font des arguments politiques et historiques. Le correspondant du journal anglais ayant demandé si le traité de Londres avait été conclu dans la supposition que l'Autriche-Hongrie existerait encore après la guerre, M. Barzilai a répondu que le traité de Londres avait stipulé, les légitimes revendications italiennes sans se soucier de l'existence ou l'inexistence de l'Autriche. L'existence de l'Autriche n'y aurait joué aucun rôle. Cependant lorsque la conversation tourne sur la question de Fiume, M. Barzilai oubliant son affirmation précédente et invité par le correspondant britannique à expliquer l'absence de Fiume dans la liste des revendications italiennes dressées par le traité de Londres, déclara que le traité de Londres supposait l'existence de l'Autriche et que l'Italie ne voulait pas enlever à un grand empire son débouché naturel. Une fois l'Autriche-Hongrie disparue, le port de Fiume devait revenir à l'Italie. Quant à la Yougoslavie, elle peut se chercher d'autres ports sur la côte dalmate. On voit que M. Barzilai, comme tous ses collègues, a, suivant les besoins de la cause toujours deux poids ou deux mesures!

Incohérences roumaines

Dans son éditorial du 10 avril, notre confrère, « La Roumanie », plaide en faveur d'une alliance d'Orient et cite, entre autres, les paroles de Take Jonescu, prononcées le 22 janvier dernier, ainsi qu'une déclaration toute récente de S. M. la reine de Roumanie, faite devant le rédacteur de la Chicago Tribune (édition de Paris, du 4 avril). Rompant avec l'étiquette, la gracieuse souveraine a tenu à souligner l'importance d'une entente serbo-roumaine:

« A mon opinion, il faut qu'il existe une alliance de la Pologne, de la Roumanie, de la Serbie et de la Tchèque-Slovaquie; cette alliance serait comme une forteresse en Orient. Mais il faut que nous connaissions tout d'abord nos frontières et nous attendons que la conférence de la paix les fixe pour réaliser une entente. Chacun doit être prêt à faire un sacrifice. La Roumanie est prête à en consentir sa part. »

Nous pensions déjà que le danger bulgare et la menace bolchéviste avaient assagi nos voisins roumains en leur rappelant cette vérité élémentaire que la force d'un Etat ne consiste pas dans le nombre de ses kilomètres carrés. Notre espoir a été, hélas! de courte durée. Dans le même numéro de « La Roumanie », un certain M. Lalesco en revient, en effet, au traité de Bucarest et expose longuement la thèse roumaine, celle qui est la base du dit traité et qui exclut toute entente avec la Serbie.

Rien d'important à signaler à la division Choumadia et à la 17e D. I. C.

1^{re} armée. — Jusqu'à midi, la division de la Morava se trouve en marche vers Sv. Nikola. Ses patrouilles montées annoncent, à 9 h. 50, que l'ennemi se retire par colonnes de Vélès vers Sv. Nikola. En face de Bogoslovac, une compagnie ennemie défend l'accès de Sv. Nikola de ce côté. Au cours de la journée, le 1^{er} régiment, accompagné d'un groupe de montagne, se déplace de bonne heure sur la ligne Kaske-Suva-Reka-Novo Selo et se heurte dans son avance, près de ce dernier village, à une forte résistance. Ce village et les hauteurs environnantes étaient défendus par des troupes allemandes, qui, ayant lancé plusieurs contre-attaques sans succès, se retirent avec des pertes considérables. Le 3^e régiment refoulant l'ennemi, a occupé toutes les hauteurs au sud de Koeseler, étendant son front à l'est du Bogoslovac. A 20 h., la division achève la conquête de la ligne Koeseler-Novo, Selo.

La division de la Drina reprend tôt dans la matinée l'attaque contre Vélès. L'ennemi, pris sous un feu efficace, commence à céder à 8 h. Un bataillon et les colonnes qui marchaient en direction de Vélès par la grande route, en butte à un feu violent de notre artillerie, se retirent désespérés sur Svilnik et Svatovi. La droite, après une lutte acharnée, occupe la ligne Venolal-Aile droite, après une lutte acharnée, occupe la ligne Venolal-Golik, où elle reçoit des feux de la rive gauche du Vardar. La colonne de droite, se rapprochant, s'arrête pour passer la nuit sur la ligne Venole-Golik-Grohob-Kriva Kobila. La droite envoie deux compagnies sur la rive opposée du Vardar dans la direction des compagnies sur la rive opposée du Vardar dans la direction de la ligne Kocilar Sv. Ilja. L'ennemi n'a pas encore évacué Vélès du front Kocilar Sv. Ilja. L'ennemi n'a pas encore évacué Vélès du front Kocilar Sv. Ilja. L'ennemi n'a pas encore évacué Vélès du front Kocilar Sv. Ilja. L'ennemi n'a pas encore évacué Vélès du front Kocilar Sv. Ilja.

La division du Danube est en réserve d'armée, tandis que son escadron divisionnaire et le 7^e régiment de cette division sont en première ligne. L'escadron a opéré en direction de Vélès où il est entré vers 19 h. pour passer la nuit à la lisière ouest de la ville. L'ennemi s'est arrêté sur la rive gauche et intercepté l'accès du fleuve et du pont qui a été détruit sur le front de la 1^{re} armée. La nuit se passe sans événements importants.

L'état moral des soldats ennemis est très atteint. Les unités fraîches introduites au combat n'offrent qu'une médiocre résistance. Les Allemands se plaignent d'être abandonnés par les Bulgares et de rester seuls sur le champ de bataille. Un des bataillons du 21^e régiment allemand de réserve, qui avait pris part au combat du Dugi-Rid, a perdu ses mitrailleuses. Ce régiment était arrivé de Russie par Varna et Sofia et il est entré en ligne le 25 octobre, sur les positions au sud-ouest de Vélès. Le 73^e Bulgare est entré en ligne à Orkvena, à la droite de la division de la Drina, mais a dû également battre en retraite devant la poussée de nos colonnes. C'est seulement après l'examen de tous les renseignements relatifs aux unités ennemies qui sont entrées en ligne sur notre front que l'on pourra se rendre compte de tous les efforts faits par l'ennemi en vue d'arrêter notre avance. Mais ses régiments fondaient et leurs effectifs allaient toujours en décroissant.

A l'Ouest, des armées serbes les Alliés ont avancé sur un front plus large. La 22^e brigade coloniale est en liaison directe avec la 1^{re} armée serbe, à la gauche de celle-ci; les Italiens ont occupé Krusevo et atteint le sommet de la Cesna. Plus à l'Ouest les Français ont pris Pribilic, Murgas, Gopes et Resna, largement dépassé cette ligne. Entre les faces toute la première ligne ennemie est prise. A l'est de la 2^e armée serbe, les troupes franco-helléniques progressent dans la vallée supérieure de la Strumica ainsi qu'au nord et à l'est de la ville de ce nom.

27 septembre 1918

Vers 20 h., la situation sur le front de la 2^e armée est la suivante:

La division de cavalerie, à la tombée du jour a engagé le combat à la lisière de Carevo-Selo. Une de nos patrouilles a atteint l'ancienne frontière entre la Serbie et la Bulgarie sans rencontrer d'ennemis. Seuls ont été aperçus quelques groupes de soldats isolés en retraite, passant la frontière. Quatre canons, beaucoup de voitures et d'autre matériel tombent en notre possession.

A 17 h., les avant-gardes de la division du Timok étaient

sur la Buka, avançant vers la ligne cote 1100-cote 1040, à l'Ouest de la Pljackavica. Quant aux troupes adverses on a vu un bataillon ennemi se retirer du front de Kucice sur la cote 1100. Cette division a capturé dans la matinée environ 60 soldats ennemis et 10 à 15 pièces, des caissons et du matériel de toute sorte.

La division yougo-slave à 20 h. 30 pousse sa droite jusqu'à la ligne Grlani-Visoka; sa gauche s'est approchée du front Bezikovo-Presekla-Gradoc-Jastrennik. Un bataillon et une batterie de campagne tiennent les Rajcanski Rid.

Sur le front de la division Choumadia et de la 17^e D. I. C., rien d'important.

La nuit a été passée sur les lignes ci-dessus.

Sur le front de bataille de la 1^{re} armée la division de la Marava est accueillie dans son avance en direction de l'Azmak par le feu d'une batterie de 105 du côté de Djumali. L'infanterie ennemie ouvre le feu des lisières sud de Krk-Ijanovo et Torfali ainsi que des hauteurs de la rive gauche de l'Azmak. L'ennemi a fortifié cette ligne et l'a pourvue d'une garnison assez dense. Cependant sous la pression de notre feu d'artillerie très vigoureux, il finit vite par s'ébranler et se retire en désordre vers Talfali et Sv. Nikola. Le terrain était parsemé de cadavres et d'effets militaires. Près de Djumali nous avons trouvé une pièce de 105 avec un caisson et des munitions. Plusieurs soldats et un commandant chef de bataillon ont été faits prisonniers. En poussant plus en avant, l'avant-garde de la division a occupé la ligne Crniliste-Pesivoro-Hanzabegovo. Le gros est à Sari-Hanzali.

La nuit du 27 au 28 n'a pas apporté de changement à la situation.

La division de la Drina commence à franchir le Vardar aux points guéables près de Basino Selo, le pont de Velez ayant été détruit, les éléments de sa droite occupent à 1 h., Sv. Ilja (cote 550) et la crête à l'est. Sur le front d'action de la gauche quelques détachements ennemis, en train de prendre position sur quelques mamelons le long de la route Velez-Stup sont vite dispersés et mis en fuite.

(A suivre).

RAPPORT

de la Commission interalliée sur les atrocités bulgares

(Suite.)

Le massacre de la population civile a été dirigé par les chefs des comitatdjs, qui avaient des listes toutes préparées, avant même l'entrée des troupes bulgares en Macédoine. Parmi ces chefs de comitatdjs, il faut citer: Milan Tchourik dans la contrée de Prilep, Pierre Lessoff dans la contrée de Vélès, Simon dans la contrée de Detchani, Dontché dans la contrée de Krahovo, Krsta et Tchouloff dans la contrée de Krouchévo, Gavrilko Stoïloff et Rista Tchouache dans le département de Toplitza. Des officiers de l'armée régulière rivalisaient avec les chefs des comitatdjs dans les massacres de la population civile, par exemple le sous-lieutenant Tchavdareff du 32^e régiment, dans le département de Pobjarévatz qui tuait lui-même 10 à 15 personnes à la fois; le lieutenant Ivan Boyadjieff du 51^e régiment, commandant la place de Pétrévatz, qui s'est vanté d'avoir tué plus de 300 personnes. Le commandant Ilkoff, à Vrania, que le préfet bulgare de Vrania a accusé officiellement d'avoir commis des meurtres nombreux, le sous-lieutenant Petkof, du 32^e Pbatillon complémentaire, au sujet duquel le lieutenant Ingisoff a déclaré dans un rapport, que ces actes sont « intolérables » parce qu'il a pendu et brûlé vives de nombreuses personnes. Le colonel J. koff, commandant le 20^e régiment, le lieutenant-colonel Alexandre Boyadjieff dans la contrée de Prilep, le général Riboff, le lieutenant-colonel Bochniakoff dans la contrée de Prizrend, que les gens du pays accusent d'avoir donné des ordres directs pour les meurtres et les massacres. A Skoplje, enfin, et dans les environs, l'opinion s'est accréditée que l'instigateur des assassinats des prêtres serbes est le métropolitain bulgare de Skoplje, Neophitos en personne.

3. Tortures.

On peut dire, sans crainte d'un démenti, qu'il n'y a pas eu de meurtre qui n'ait été précédé de tortures. Un comitatdji bulgare, qui a participé à un massacre aux environs de Vélès, a déclaré qu'il était rare de voir une victime tomber au premier coup de fusil ou de couteau; on prolongeait l'agonie des victimes, qui mouraient dans des souffrances horribles. Il existe des victimes coupées en morceaux ou affreusement mutilées; on arrachait les yeux, on coupait le nez, les oreilles aux hommes, on coupait les seins aux femmes. Des témoins oculaires racontent que certaines personnes, avant d'être tuées par les Bulgares, ont été battues, pendues, puis brûlées vives; d'autres ont été enterrées ou jetées vivantes dans des puits ou des fosses d'aisance. Ces tortures s'expliquent, non seulement par la haine intense et féroce des Bulgares envers les Serbes et leur instinct criminel, mais encore par leur cupidité, car les Bulgares ont cherché à extorquer à leurs victimes le plus d'argent possible. Pour y arriver, ils les faisaient souffrir cruellement.

On torturait même les gens qu'on ne voulait pas assassiner. Des Serbes ont été torturés, soit pour les punir de la façon la plus terrible, parce qu'ils osaient rester Serbes, soit pour les obliger à avouer qu'ils avaient caché des livres serbes ou des armes, soit pour leur extorquer de l'argent, soit tout simplement pour satisfaire un caprice. Les tortures étaient devenues pour les Bulgares une sorte de plaisir sadique.

Dans la plupart des cas, les tortures étaient un châtement pour avoir manifesté des sentiments serbes ou un moyen d'extorquer de l'argent, ou les deux à la fois. En Macédoine, presque tous les notables serbes dont le sentiment national était accentué ont été torturés parce que Serbes et aussi pour obtenir de l'argent.

Ces tortures ont été exercées, soit secrètement dans les prisons ou dans les bureaux militaires, soit publiquement, en présence de tous les habitants. Elles étaient ordonnées aussi bien par les comitatdjs que par les autorités civiles et militaires; il existe de nombreux cas où les chefs de police et les commandants militaires ont torturé les gens de leurs propres mains ou ont surveillé personnellement les exécutions.

La bastonnade a été le plus usité de tous les moyens de tortures; les coups étaient infligés de la façon la plus barbare, en se servant de grosses matraques, appelées par les Bulgares « fusils blancs ». On frappait les victimes non seulement sur les fesses, mais aussi sur la tête, sur le dos et même sur le ventre. Le minimum des coups était de 25, le maximum n'était pas déterminé. On frappait tant que la victime n'avait pas perdu connaissance; alors on la rimait avec des aspersiones d'eau froide, puis on recommençait à frap-

per. Sous le bâton bulgare, la peau se déchirait, des lambeaux de chair se détachaient, les corps devenaient noirs, boursoufflés. Les victimes étaient obligées de s'envelopper de peaux de moutons. Un grand nombre d'entre elles sont restées infirmes ou malades pour toute leur vie. Nous citer le cas d'un vieux paysan qui a été battu à tel point que ses côtes se sont déplacées de la colonne vertébrale et ont crevé la poitrine, projetant le cœur et le foie au dehors. Naturellement il a succombé.

On s'est servi de tous autres moyens de tortures. Des hommes ont été suspendus par les pieds, la tête en bas; pendus au-dessus d'un brasier, on leur a mis des poids très lourds aux pieds, on leur a arraché la chair avec des tenailles, enfoncé des clous sous les ongles, etc. Dans le département de Toplitza, qui a tant souffert de Bulgares sous tous les rapports, les tortures ont dépassé toutes mesures.

(A suivre.)

Lettres inédites

I.

Monsieur le Directeur du « Petit Parisien »,

Monsieur le Directeur,

Dans le numéro d'aujourd'hui de votre estimé journal, votre collaborateur et confrère italien, M. Luigi Campolunghe, parlant du problème adriatique, a eu l'idée de présenter des arguments nouveaux et intéressants qu'il n'est pas inutile d'éclaircir aussi du point de vue serbe. M. Campolunghe est un des rares Italiens qui respectent, au moins dans une certaine mesure, le pacte de Rome, que la plupart de ses compatriotes, moins soucieux des engagements pris, voudraient écarter tout à fait. J'ai eu le plaisir de travailler à plusieurs reprises avec d'éminents Italiens très proches du « Secolo » et de M. Campolunghe. Je fus aussi un des promoteurs, du côté serbe, du rapprochement italo-serbe. En novembre 1917, à la suite de conversations antérieures, antérieures même à Caporetto, une entrevue eut lieu à Berne entre Serbes et Italiens, entrevue mémorable par les résultats qu'elle a produits. Avant les pourparlers Torre-Troumbich, nous élaborâmes en Suisse, avec les démocrates italiens, une base tout à fait mazzinienne pour une entente serbo-italienne et nous procédâmes à la composition de deux comités. L'un italien, présidé par M. Caneva, et l'autre, serbo-yougoslave, présidé par M. Slovanovitch, ancien ministre serbe. Pour des raisons que je ne veux pas exposer ici, le comité italien de Caneva dut passer sa tâche à d'autres personnalités et groupements italiens. De notre côté, nous fîmes de même; nous laissons, sur sa demande, au comité yougoslave le soin de faire ce travail d'entente. Finalement, le Congrès de Rome, qui vint après, adopta des principes que M. Campolunghe semble ne pas connaître suffisamment. En effet, M. Campolunghe dit que le pacte de Rome aurait établi, « dans les pays où il n'est pas possible de partager les nationalités nettement », les Italiens devaient consentir à des groupements yougoslaves enclavés en Italie, et vice-versa, à toutes les garanties possibles de respect et de développement de leur conscience nationale. Et M. Campolunghe estime que Fiume est *italianissima*, et que, par conséquent, il ne reste que la Dalmatie, dont également, d'après lui, la côte serait italienne et l'interland slave.

M. Campolunghe a évidemment mal compris le pacte de Rome. A l'article 3, ce pacte stipule que la délimitation italo-serbe se fera d'après le principe de la libre disposition des peuples, de sorte que partout où habitent des masses compactes d'un peuple, le territoire respectif doit appartenir à ce peuple. On lit au même article 3 que les noyaux de chaque peuple, qui resteraient inclus dans les frontières de l'un ou de l'autre Etat, recevront des garanties pour la conservation de leur nationalité. Ce ne sont pas les pays, mais les noyaux qui recevront des garanties pour leur nationalité. M. Campolunghe conviendrait que ce n'est pas la même chose. Or, en Dalmatie, il n'y a que de petits îlots ethniques italiens, îlots tellement insignifiants qu'ils ne méritent même pas le nom de noyaux. D'après le pacte de Rome, on devrait garantir à ces îlots le respect de leur langue et de leur culture. Quant à Fiume, elle forme un autre îlot dans la mer slave, et le pacte de Rome, justement appliqué, devrait attribuer Fiume aux Serbo-Croates. La seule délimitation qui restait à faire concernait l'Isirie.

Telle a été la pensée de ceux qui proclamaient il y a juste un an, du haut du Campidoglio, le respect du principe des nationalités et du droit des peuples de disposer de leur sort. Si M. Campolunghe estime que la solution de la question adriatique doit se faire dans l'esprit du pacte de Rome, il conviendrait que seule la délimitation que nous venons de mentionner, répondrait aux dispositions du dit pacte. Si, au contraire, M. Campolunghe désire une autre délimitation, comme il l'a bien souligné dans son article, qu'il ne parle alors, à l'appui de ses désirs, que du traité de Londres et du droit du plus fort. Ce sont les seuls arguments qui, à notre avis, peuvent justifier les prétentions italiennes. Le pacte de Rome n'a rien à y faire.

Veillez agréer, M. le Directeur, avec mes remerciements anticipés, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

Paris, 14 avril 1919.

Dr L. MARCOVITCH.

II.

Monsieur le Directeur de l'« Eclair », Paris.

Monsieur le Directeur,

Dans l'« Eclair » du 14 avril, traitant le problème de l'Adriatique, M. P. Albin soutient que la mission des Etats méditerranéens comporte des charges, et s'appuyant sur des arguments pareils, réclame pour l'Italie non seulement les côtes dalmates, mais aussi leur arrière-pays (hin-terland). C'est au nom de la « civilisation méditerranéenne » qu'il revendique pour l'Italie les terres yougoslaves.

Les publicistes yougoslaves regrettent de ne pouvoir pas être d'accord sur ce point avec M. Albin.

Il se peut bien qu'il ait existé jadis une civilisation méditerranéenne « où les ayeux italiens essayèrent de rayonnantes colonies », mais cette civilisation a vécu comme celle d'Egypte et de l'ancienne Grèce, et personne aujourd'hui, à moins qu'il ne veuille se rendre ridicule, ne pourrait se réclamer d'elles pour justifier des revendications ou mieux des visées de conquête. Aujourd'hui, il n'existe guère d'autre civilisation que celle que les peuples alliés défendent en commun durant les quatre dernières années et qu'il s'agit de défendre aussi à l'avenir. Mais pour que cela soit possible, il faudrait avant tout que, parmi les nations victorieuses, il ne s'en trouvât aucune ayant l'ambition de se substituer à l'Allemagne dans la mission d'exploiter des peuples libres et de dominer sur eux. Pour ses amis italiens, M. Albin réclame « derrière les côtes dalmates, les territoires susceptibles de garantir la sécurité des grandes cités nées de leur expansion bienfaisante », et, tout en restaurant les théories impérialistes allemandes, il s'étonne qu'on puisse l'accuser d'impérialisme! Il est surpris qu'on empêche l'Italie de restaurer sa puissance adriatique, dont l'influence, selon lui, fut bienfaisante.

Si l'on examinait la nature de la domination vénitienne en Dalmatie, on n'aurait pas de peine à se convaincre que Venise ne traita jamais ce pays en terre italienne, mais bien en simple colonie qu'il s'agissait d'exploiter au mieux. Nous recommandons à notre confrère qui vient de proclamer trop haut l'honneur et les avantages que la domination italienne aurait procurés aux Dalmates et à la Dalmatie, de consulter à ce sujet l'ouvrage de M. Ch. Diehl (« Une République patriote, Venise », pages 266-267), dont nous extrayons ces quelques lignes :

« Mais si durant les longs siècles qu'elle posséda la Dalmatie, Venise l'a façonnée à son image, elle l'a durant le même temps, il faut le dire aussi, gouvernée de la façon la plus égocentriste. Toute sa politique s'est limitée à occuper fortement le pays pour empêcher les autres de s'y installer et à entretenir des divisions parmi les populations pour les maintenir plus sûrement dans l'obéissance. Gens pratiques, les Vénitiens ont songé en Dalmatie bien plus à leurs intérêts propres qu'au bien de leurs sujets. Jamais ils n'ont rien fait pour développer la prospérité du pays; rien pour le commerce, rien pour les routes. Sur les montagnes, ils ont coupé les forêts pour fournir les piloris à leurs palais et les bois pour la construction de leurs arsenaux; sur la côte, ils se sont appliqués à ruiner toute cité qui aurait pu leur faire concurrence. Que la province fût tranquille, que l'impôt rentrât exactement, Venise n'en demandait pas davantage. Elle gouvernait la Dalmatie pour son avantage propre et sa, à la fin du XVIII^e siècle, au témoignage d'un juge compétent, peu de pays étaient plus délaissés et plus misérables. La République n'en prenait pas souci. »

Ajoutons qu'à la même époque, Raguse, c'était yougoslave, fleurissait à proximité immédiate de cette terre de misère que fut la Dalmatie sous la domination de Venise.

En vrais héritiers de « la Sérénissime » les Italiens modernes réclament aujourd'hui la ville de Fiume pour ruiner la concurrente qui pourrait avoir en elle Trieste. Mais cette politique est-elle admissible au temps où nous sommes?

M. Albin écrit encore: « Les Etats modernes ont hérité sur les côtes de la mer ansoléillée où naquit la civilisation occidentale des charges et des droits des puissances civilisatrices de l'antiquité: Ionie, Athènes, Rome. »

Selon cette théorie, la Grèce moderne n'aurait-elle pas le droit de réclamer aujourd'hui Marseille comme une de ses plus anciennes colonies? De tels arguments ne tiennent pas debout. Aucun droit d'antiquité ne pourrait prévaloir aujourd'hui contre le principe de la libre disposition des peuples, — argument suprême lorsqu'il s'agit de décider du sort des peuples.

M.-D. MARINOVITCH.

(A suivre.)

Le mensonge de Sarajevo dévoilé

Lorsqu'elle cherchait à supprimer la race et l'Etat serbes, la diplomate rapace de l'Austro-Allemagne avait cru trouver un excellent moyen d'exécuter ce plan infernal dans l'affirmation mensongère que le gouvernement serbe était directement mêlé au meurtre de Sarajevo et que l'assassin Princip avait été envoyé de Belgrade. Ce mensonge permit à l'impudente Autriche, — dont la disparition est un des plus grands résultats de la guerre mondiale, — d'exciter la haine de son peuple dynastomane allemand et magyare contre tout ce qui était serbe, en même temps que de présenter au monde le peuple serbe comme un peuple d'assassins. On sait quels efforts fit le Bailplatz pour appuyer de preuves son mensonge. Toute une littérature fut écrite à ce sujet et les plus éminents juristes autrichiens et allemands se sont hâtés de signer de leur nom la plus horrible des intrigues qui aient été tramées contre l'existence d'un peuple.

Ces savants sans scrupules, dignes frères des auteurs de la fameuse protestation

« Es ist nicht wahr » reçoivent aujourd'hui un nouveau et formel démenti d'un fonctionnaire autrichien envoyé à Sarajevo par le ministère des affaires étrangères austro-hongroises pour trouver la preuve de la culpabilité de la Serbie. Le « Times » publie le rapport télégraphique de M. de Wiesner, ainsi conçu :

« Sarajevo, 13 juillet 1914 1 h. 10 après-midi.

« Il n'y a ici aucune preuve, ni même aucun soupçon de la participation du « gouvernement serbe dans le complot d'assassinat. Ce gouvernement n'a pas participé à la préparation du complot et n'a pas livré d'armes. Il y a des raisons de croire que tout ceci est hors de « question ».

Il fallait qu'un empire tombât en poussière pour que la vérité apparaisse à la grande lumière.

L'incident de Ljubljana

— Un fiasco italien —

Dans l'incident de Ljubljana, la presse de Belgrade, Zagreb et Ljubljana s'est montrée tout à fait calme. Malgré une campagne acharnée, menée par la presse italienne dans le but de faire d'un incident d'ordre administratif une affaire internationale, les journaux yougoslaves n'ont pas voulu préjuger la décision de la commission interalliée. Aussi comprennent-ils la satisfaction qu'ils ont maintenant à insister sur le résultat auquel a abouti l'enquête.

Citons seulement à ce propos l'opinion de deux journaux de Belgrade :

Le « Samouprava », organe du parti radical, écrit le 5 avril :

Le fiasco complet de l'Italie dans les affaires de Zalog et de Ljubljana caractérise ses procédés dans son désir de réaliser ses ambitions. L'Italie a recouru, en ce moment, au plus pur machiavélisme. Cette expérience démontre finalement que nos revendications sont justes et fondées. Des procédés semblables à ceux de l'Italie ne peuvent avoir comme conséquence que d'irriter fortement l'opinion publique, ce qui rendra difficile la tâche de ceux qui cherchent à calmer les esprits et à maintenir l'ordre.

Les puissances alliées ont à présent une excellente occasion de connaître les machinations de leur allié. Elles doivent tenir compte désormais de la pénible situation dans laquelle se trouve notre Etat.

Le seul moyen d'éviter à l'avenir le retour de pareils incidents, c'est de reconnaître le plus tôt possible notre Royaume.

Le journal « Pravda », organe des progressistes, écrit aussi, le 5 avril :

« Que feront maintenant les Alliés? Croira-t-on les Italiens, qui disent que nous sommes des provocateurs, ou ne nous croira-t-on pas plus tôt, nous qui assurons que l'Italie nous maltraite? »

M. Orlando s'opposera-t-il désormais au départ des troupes italiennes que nous demandons depuis si longtemps? »

Notons encore qu'à propos de l'affaire de Ljubljana, créée et arrangée tout exprès, le gouvernement local de la Vénétie Julianne est allé si loin qu'il n'a pas hésité à porter atteinte à l'honneur du peuple yougoslave. Dans la lettre qu'il adresse au représentant slovène à Ljubljana, il écrit :

« Eprouvant une certaine amertume, causée par les procédés brutaux et barbares de ceux qui voudraient être considérés comme l'élément d'ordre dans les pays yougoslaves, je porte cet acte à la connaissance de votre Excellence à titre d'exemple de cette civilisation que la nationalité yougoslave en formation proclame fièrement comme sa caractéristique. »

La décision de la Commission interalliée constitue un démenti formel à toutes ces calomnies.

Qui donnera maintenant satisfaction aux Yougoslaves pour les injures que les autorités et la presse italiennes leur ont lancées à la face?

Un démenti tchéco-slovaque

Le Bureau de presse de Belgrade nous communique :

Certains journaux de Zagreb ayant prétendu que le Dr Kramarz avait déclaré que la vie politique était normale en Bohême, mais que, par contre, dans le royaume de Serbes, Croates et Slovènes, les désordres allaient grandissant, M. Emile Šimek, chargé d'affaires tchéco-slovaque a déclaré que ni M. Kramarz, ni aucun membre de la délégation tchéco-slovaque à la Conférence n'a tenu des propos semblables. Au contraire, le peuple tchéco-slovaque est révolté du projet de solution de la question sud-slave à la Conférence et croit que la décision de la Conférence ne sera pas définitive. Le peuple tchéco-slovaque ne perd pas l'espoir que le royaume serbo-croate-slovène saura faire valoir ses droits, grâce à sa puissante vitalité, et il attend avec calme la solution du problème sud-slave.

Le « Narodni Listy », l'organe de M. Kramarz, écrit :

« Nous qui avons embrassé l'idée de l'Adriatique slave et dont les Eens qui nous rattachent aux parties menacées de la Yougoslavie sont si forts, nous ne pouvons pas croire que la Yougoslavie, notre sœur, sera amputée et nous partageons sincèrement sa douleur. Mais non plus ne pourra rester indifférent devant les événements du sud. C'est au comité des Dix, qui tient les destinées du monde, à dire aujourd'hui si son devoir est de préparer de nouveaux antagonismes qui provoqueraient de nouvelles guerres entre ceux qui ont combattu jusqu'à présent côté à côté et qui, comme voisins, doivent vivre en amis. Le comité des Dix n'a pas encore dit son dernier mot sur le différent italo-sud-slave. Si on jonnait suite à toutes les revendications italiennes, on aboutirait à ce résultat que le royaume sud-slave refuserait d'apposer sa signature au bas du traité de paix et de reconnaître le nouveau état de choses. Les hostilités avec les Italiens suivraient.